

REPUBLIQUE FRANCAISE

COMMUNE de MIREVAL

DOSSIER : N° DP 034 159 22 V0084

Déposé le : 17/11/2022

Demandeur : ECO HABITAT ENERGIE

Nature des travaux : installation panneaux photovoltaïques

Sur un terrain sis à : 15 AV DE VILLENEUVE à MIREVAL (34110)

Référence(s) cadastrale(s) : 159 BC 466, 159 BC 467

**ARRÊTÉ**  
**d'opposition à une déclaration préalable**  
**au nom de la commune de MIREVAL**

**Le Maire de la Commune de MIREVAL**

VU la déclaration préalable présentée le 17/11/2022 par ECO HABITAT ENERGIE,  
VU l'objet de la déclaration pour l'installation de panneaux photovoltaïques sur un terrain situé : 15 AV DE VILLENEUVE à MIREVAL (34110).  
VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants, R 421-1 et suivants  
Vu le Plan Local d'Urbanisme approuvé par délibération du conseil municipal en date du 22 mars 2017, modification simplifiée n°1 approuvée par DCM du 11 avril 2018, modification simplifiée n°2 approuvée par DCM du 23 mars 2022.  
Les dispositions de la loi littoral sont applicables sur le territoire de la commune.  
Considérant que le projet se situe en zone UC du plan local d'urbanisme.  
Considérant que selon les dispositions de l'article UC11 du règlement du PLU, les capteurs solaires doivent être complètement intégrés à la toiture.  
Considérant que les pièces fournies à l'appui de la demande font apparaître des panneaux en surimposition.  
Considérant de fait que le projet n'est pas conforme au règlement du PLU.  
Pour ce motif,

**ARRÊTE**

**Article 1**

La présente déclaration préalable fait l'objet d'une décision d'**opposition** pour les motifs cités ci-dessus.  
Vous ne pouvez donc pas entreprendre vos travaux.

MIREVAL, le 25/11/2022  
Le Maire,  
Christophe Durand

Jean-Pierre DEMOLIERE  
Adjoint au Maire  
Délégué à l'Urbanisme



***La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales***

**INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

Le (ou les) demandeur peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent d'un recours contentieux.

